



*Direction de la Statistique et
de la Comptabilité Nationale*

ENQUETE BUDGET-CONSOMMATION EBC 1983/84

Présentation de l'enquête

1. Origine et justification du projet

En 1973, lors d'une réunion du comité technique interministériel, le Ministre de l'Economie et du plan avait été chargé de l'élaboration d'un « Indice National des Prix à la Consommation ».

La Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale à qui ce travail avait été confié, après examen de la recommandation du comité interministériel, a jugé que l'exécution d'une enquête sur les dépenses des ménages était préalable au calcul de cet indice des prix. Le projet d'une enquête Budget-Consommation (EBC) est donc né.

2. Objectifs de l'enquête

Lors des réunions préliminaires interministérielles, plusieurs objectifs avaient été identifiés et regroupés en quatre rubriques spécifiques :

- La coordination, l'adéquation et le suivi de la politique des revenus (en particulier les salaires et les prix aux producteurs des principaux produits d'exportation) pour une meilleure distribution de ceux-ci en application des recommandations du gouvernement à ce sujet ;
- Le contrôle de la réalisation physique des plans quinquennaux (et pas seulement financière) ;
- Le contrôle des prix ;
- L'établissement d'une nouvelle base des comptes nationaux et l'établissement des comptes annuels à prix constants.

De tous ces objectifs, seuls le premier et le quatrième nécessitent l'organisation d'une enquête auprès des ménages. En d'autres termes, la classification des objectifs avait été faite de la manière suivante :

2.1. Objectifs à long terme

L'objectif à long terme du projet est de fournir une masse d'informations socio-économiques sur les ménages pouvant permettre une meilleure formulation des différentes actions des centres de décisions, dans le souci de promouvoir l'amélioration du niveau de vie des populations et accroître les capacités de production de celles-ci.

Un autre objectif à long terme, est de permettre à la DSCN d'asseoir une organisation permanente de collecte des données socio-économiques sur les ménages et ce afin de réduire de plus en plus le coût des opérations de ce genre dans le futur.

2.2. Objectifs à court terme

Les objectifs à court terme se résument à l'utilisation des résultats de l'EBC, entre autres :

- Pour le calcul des indices des prix à la consommation des familles ;
- Pour l'appréciation de la distribution des revenus ;
- Pour le calcul de l'élasticité de la demande des produits vivriers ainsi que d'autres produits par rapport au revenu.

3. Approche méthodologique

3.1. Champ de l'enquête

Sur le plan géographique, l'EBC couvre tout le territoire national. Toutefois, au regard des difficultés logistiques, quelques régions sous-habitées ont été écartées de la sélection de l'échantillon. Le pays a été divisé en 5 zones agro-écologiques :

- Yaoundé ;
- Douala ;
- Zone cacao-tabac (provinces du Centre-sud et de l'Est) ;
- Zone coton-élevage (province du Nord) ;
- Zone café (province du Nord-ouest, de l'Ouest, plus les départements du Mounko et de la Mémé).

En dehors de Douala et Yaoundé, chacune de ces zones a été divisée en deux strates : strate urbaine et strate rurale.

Sur le plan démographique, l'enquête touche tous les ménages résidents camerounais et étrangers, ces derniers, étant sélectionnés sur une liste à part. Les ménages des missions diplomatiques et consulaires, et les ménages collectifs sont exclus de l'EBC.

3.2. Travaux de cartographie

Ils ont consisté en une description détaillée du milieu qui fera l'objet des visites des enquêteurs. Les zones de dénombrement ont été strictement définies (limites et pistes, montagnes,...). c'est pendant la cartographie que sera dressée la liste des ménages qui feront l'objet de sélection des unités statistiques de dernier degré.

Il faut également noter qu'on a procédé à un sondage à quatre degrés :

- Au premier degré, les unités primaires sont les arrondissements, tirés proportionnellement à l'effectif de la population ;

- Au deuxième degré, tirage des zones de dénombrement, proportionnellement au nombre de segments (ou de sous-zones) ;
- Au troisième degré, tirage équiprobable d'un segment ou sous-zone dans certaines unités du deuxième degré dont la taille dépasse un certain seuil ;
- Au quatrième degré, sélection des ménages à enquêter.

3.3. Enquête proprement dite

L'EBC est une enquête à passages répétés.

Au début de chaque trimestre, les informations suivantes sont enregistrées :

- **Au niveau de chaque membre du ménage** : Nom et prénom, Nationalité, lien avec le chef de ménage, sexe, âge, statut de résidence, emploi occupé, statut dans l'emploi, secteur d'activité, etc. ces informations seront demandées au cours du premier trimestre seulement. Aux passages suivants, elles seront tout simplement actualisées.
- **Au niveau du ménage** : on cherchera à enregistrer les revenus obtenus et les grosses dépenses effectuées entre deux passages (2 mois d'écart). Les dépenses alimentaires considérées comme dépenses régulières sont exclues de cette catégorie. Par ailleurs, une fois par semaine (7 derniers jours) les informations suivantes sont collectées : Revenus ; Paiements (dépenses courantes de consommation) ; Autoconsommation (essentiellement alimentaire).

4. Principaux résultats de l'enquête

4.1. Les caractéristiques socio-démographiques

L'une des caractéristiques frappantes de la population du Cameroun c'est sa jeunesse : les enfants âgés de moins de 16 ans représentent environ 50% de l'effectif total.

Lorsque l'on considère la structure de la population selon le niveau d'instruction, l'enquête révèle que dans l'ensemble, environ 90% de la population scolarisable (plus de 6 ans) ont tout au plus le niveau primaire. Ce pourcentage masque des divergences entre les strates : par exemple, en milieu rural, 52% des personnes en âge scolaire ont déclaré n'avoir jamais été à l'école, contre seulement 6% à Yaoundé, 10% à Douala.

4.2. L'habitat et les biens durables

Au niveau national, neuf (09) ménages environ sur 10 sont propriétaires de leur logement. Ce résultat d'ensemble recouvre des disparités entre les strates. Ainsi, si 96% (milieu rural) et 82% (milieu semi-urbain) des ménages ont déclaré être propriétaires, cette proportion diminue dans les grands centres urbains (39% à Yaoundé et 59% à Douala).

Tableau 1 : Répartition (en %) des ménages selon les matériaux des murs et le milieu

	Cameroun	Yaoundé	Douala	Semi-urbain	Rural
Béton, pierres, parpaings	8,7	15,3	41,9	10,3	5,3
Planches	4,8	6,7	16,3	8,9	2,8
Terre, Briques non cuites	60,9	11,7	0,3	54,6	70,7
Pisé	17,4	62,9	0,7	16,9	15,5
Carabot	6,2	3,2	38,9	8,7	3,3
Autre	2,0	0,2	1,9	0,6	2,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : EBC 1983/84

A l'exception de Douala, les autres strates se caractérisent par une nette concentration des ménages dans des unités d'habitation dont les murs sont grossièrement en terre.

Au niveau du mode d'approvisionnement en eau, on note qu'il en existe une multitude. En milieu rural, 90% des ménages s'approvisionnent auprès d'un point d'eau traditionnel (puits, source ou rivière). Dans les grandes villes et en milieu semi-urbain, le mode le plus utilisé est de type moderne : 64% à Yaoundé, 82% à Douala et 50% en milieu semi-urbain.

Tableau 2 : Répartition (en %) des ménages selon le type d'aisance et le milieu

	Cameroun	Yaoundé	Douala	Semi-urbain	Rural
Chasse d'eau	1,8	12,1	8,9	2,0	0,4
Latrines	46,2	68,1	54,9	73,6	37,7
A ciel ouvert	48,4	14,9	24,8	20,1	59,2
Autre	3,6	4,9	11,4	4,3	2,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : EBC 1983/84

Tableau 3 : Répartition (en %) des ménages selon le mode d'éclairage et le milieu

	Cameroun	Yaoundé	Douala	Semi-urbain	Rural
Electricité	11,2	66,7	60,4	21,8	0,9
Lampe à pétrole	73,5	32,7	39,0	77,0	72,3
Bois	14,2	-	0,2	0,7	19,5
Autre combustible	1,1	0,6	0,4	0,5	1,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : EBC 1983/84

En dehors des articles moins chers et d'utilité évidente tels que le vélo, la radio et la machine à coudre dont le degré de diffusion est relativement appréciable dans tous les milieux, les autres biens (réfrigérateurs et cuisinières surtout) sont plus répandus dans les deux grandes métropoles.

Tableau 4 : Répartition (en %) des ménages possédant un bien donné selon le milieu

	Cameroun	Yaoundé	Douala	Semi-urbain	Rural
Radio	47,1	83,6	73,7	66,2	38,0
Vélo/moteur	22,8	6,4	26,5	24,5	23,3
Voiture	2,8	13,2	8,0	4,8	1,1
Réfrigérateur	4,3	27,1	26,8	5,9	0,5
Machine à coudre	15,5	33,7	41,9	23,0	10,5
Cuisinière	4,9	29,1	22,8	7,3	1,2
Machine à laver	0,6	2,3	2,8	0,3	0,4
Téléphone	0,7	3,7	1,5	1,2	0,2
Chaîne stéréo	3,1	15,0	12,0	4,3	1,3

Source : EBC 1983/84

4.3. La structure des dépenses

La dépense annuelle moyenne par personne est deux à quatre fois plus élevée dans les grandes villes par rapport aux milieux rural et semi-urbain : 454463 Fcfa par personne et par an à Yaoundé, 367796 Fcfa à Douala, 168959 Fcfa en milieu urbain et 102213 Fcfa en milieu rural. Cette remarque reste valable quelle que soit la fonction de consommation considérée.

On remarquera que le poids des dépenses affectées à l'habillement, à la santé, à l'éducation, aux loisirs et aux services varie très peu d'un milieu à un autre. Dans le budget annuel moyen du ménage camerounais, les dépenses alimentaires et de boissons représentent la plus grande partie, soit environ 45%. Les 55% du budget qui restent se répartissent d'une façon disproportionnée entre les dépenses non alimentaires ; les catégories loyer-eau-combustibles retient la part la plus importante de ces dépenses. On note que les ménages ruraux se préoccupent beaucoup plus que les autres de la satisfaction de leurs besoins alimentaires.

Tableau 5 : Structure générale (en %) des dépenses de consommation selon le milieu

	Yaoundé	Douala	Semi-urbain	Rural	Cameroun
Alimentation dans le ménage	27,6	31,6	37,2	52,5	42,6
Boissons dans le ménage	4,0	3,9	3,2	4,1	3,9
Alimentation et boissons hors ménage	9,0	9,1	6,2	4,6	6,3
Vêtements et chaussures	9,9	7,4	9,2	8,0	8,4
Loyer, eau, combustibles	15,4	18,0	13,2	9,0	12,1
Mobilier, appareils domestiques	9,0	4,9	6,5	5,1	6,0
Services	2,0	1,5	1,6	1,1	1,4
Santé et soins personnels	4,8	6,2	5,8	4,5	5,0
Transport et communication	13,1	11,7	11,7	6,7	9,4
Education	2,9	3,6	3,6	2,4	2,9
Loisirs et autres	2,3	2,1	1,8	2,0	2,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : EBC 1983/84

- (1) Consommation dans le ménage (y compris l'autoconsommation)
- (2) Consommation à l'extérieur du ménage

4.4. La distribution des revenus

On observe que 20% des ménages les plus riches concentrent 56% des revenus, alors que les 20% les plus pauvres se partagent un vingtième des revenus du pays. L'indice de GINI correspondant à cette distribution est de 0,50.

Tableau 6 : Proportion des revenus en fonction des classes de revenu annuel moyen par personne

Quintiles	Proportion des ménages	Proportion des revenus
Moins de 47350 Fcfa	20	5
De 47350 à 72700 Fcfa	20	8
De 72700 à 111100 Fcfa	20	12
De 111100 à 179300 Fcfa	20	19
Plus de 179300 Fcfa	20	56
Total	100	100

Source : EBC 1983/84